

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/C/W/245/Add.1**

20 février 2001

(01-0829)

Conseil du commerce des marchandises

Original: français

## **DEMANDE DE DÉROGATION DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN SUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

### Addendum

La Mission permanente de la République du Cameroun a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 janvier 2001.

\_\_\_\_\_

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après, les renseignements qui vous aideront à préparer un projet décision relative à l'objet repris en marge.

1) Valeurs minimales:

- Le Cameroun utilise les valeurs minimales imposables pour certaines positions tarifaires. A titre illustratif, il s'agit de produits tels que les tissus et des produits faisant l'objet d'un commerce frontalier (fer à béton, sucre).

2) Compagnies d'Inspection Avant expédition (IAE):

- Le Cameroun a recours aux services de la Société Générale de Surveillance pour vérifier la qualité et la quantité des marchandises à importer. Cependant la tendance actuelle est à la libéralisation de ces services, ceci permettra aux importateurs d'envisager d'autres options. Ce qui signifie que la Société Générale de Surveillance n'aura plus de monopole. Et à long terme, les services camerounais des douanes prendront leur autonomie.

3) Décision sur les logiciels:

- Compte tenu du fait que le Cameroun n'applique pas encore la valeur transactionnelle, les autorités compétentes ne peuvent pas prendre de décision avant la date du 1er juillet 2001.

\_\_\_\_\_